



ADM54  
25 novembre  
Webinaire

**Santé financière du bloc communal :  
comment mesurer sa capacité  
d'investissement à horizon 2026 ?**

Philippe ROGIER  
Directeur du Crédit



# Programme

1. **Évolution de la santé financière des collectivités du département de Meurthe-et-Moselle de 2014 à 2020**
2. **Financement des projets** : Quelle est votre capacité d'emprunt ?
3. **Finance verte** : décryptage des leviers à disposition des collectivités.



# Ouverture – Introduction Présentation AFL

---



# Qu'est ce que l'AFL ?

---

Votre banque 100% publique, créée par et pour les collectivités.

2013

Création par la mobilisation de 11 collectivités fondatrices

Bientôt 500 collectivités actionnaires

Retenue dans 80% des consultations

Des prêts jusque 40 ans

+ 5 milliards de crédits octroyés

Assurant à ses collectivités actionnaires :

Un appui en ingénierie financière sur demande et sur mesure, adapté à la diversité du monde local français.

**Autonomie**

Vis-à-vis du monde bancaire traditionnel.

Complémentaire au financement obligatoire direct réservé à quelques grandes collectivités.

**Sécurisation**

De l'accès à la ressource financière pour les collectivités grâce au principe de diversification.

**Optimisation**

Du coût de financement des collectivités locales grâce à l'efficacité du marché obligataire et au modèle opérationnel.

# Ce qu'il faut retenir (Vue au 15 novembre 2021)

---



**477**  
Collectivités  
actionnaires



**20.5%**  
Part de la dette de nos  
membres dans la dette  
locale française



Près de  
**6 Mds**  
de crédits octroyés  
depuis 2015



Plus de  
**1 000**  
contrats de crédit  
signés depuis  
2015



**Plus de  
240 M€**  
de capital promis  
(par les collectivités  
membres)



**30 salariés**  
L'équipe de l'AFL  
basée à Lyon



Plus de  
**6 Mds€**  
empruntés auprès  
d'investisseurs français  
et internationaux.



**1 Md€**  
de crédits  
octroyés en 2020

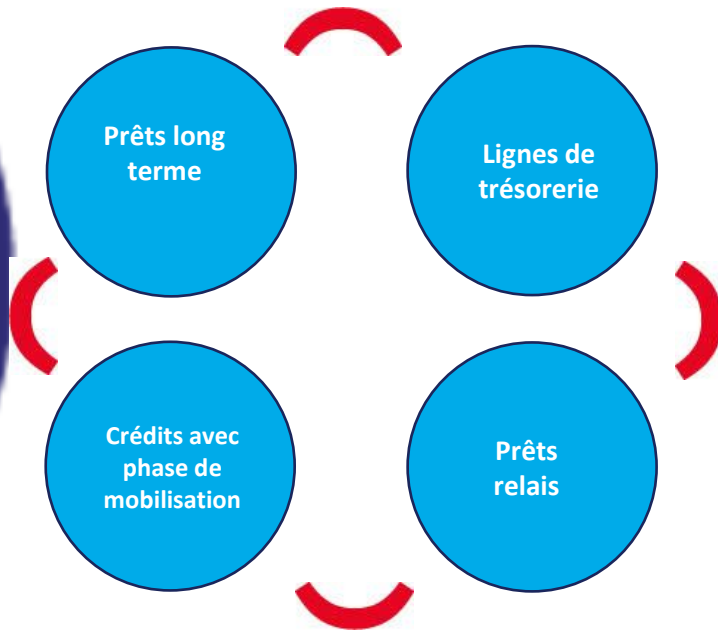


Près de  
**40%**  
de part de marché  
chez nos coll. loc  
membres (2020)

# Focus sur nos crédits : Que finance-t-on ?

Vue au 23 mars 2020

## Une gamme de financement complète



La durée moyenne de nos crédits :  
**16,5 ans**

Notre crédit le plus long :  
**42 ans**

**11 000 €**

**Notre plus petit prêt**  
(Commune de Mouacourt)

**Notre plus gros crédit**  
(Région Occitanie et Département Loire-Atlantique)

**50 M €**

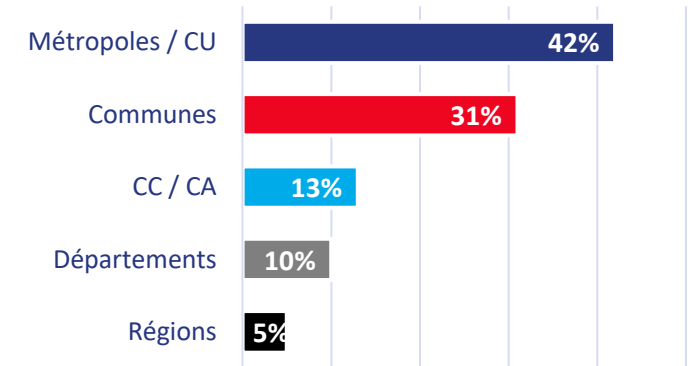
**4,21 M €**

**Le montant moyen de nos prêts**

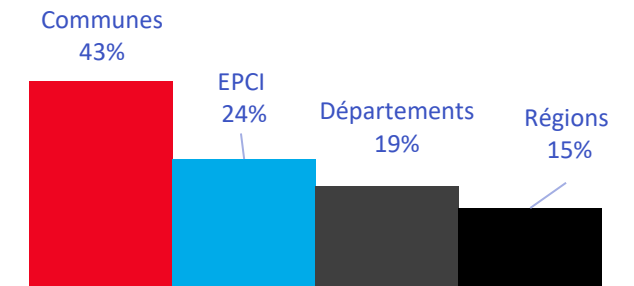
**Le montant médian de nos prêts**

**1,23 M€**

## Répartition de nos crédits (en volume)



Pour rappel, répartition de la dette locale française :



**8 % du PIB**

# L'AFL un partenaire évident de l'ANCT : Une émanation des collectivités

L'AFL déjà partenaire des différentes associations d'élus

Expertise et offres de financements de l'AFL « sur mesure » adaptées à l'ensemble des collectivités

Accompagnement des collectivités par l'AFL dans le cadre des programmes nationaux territorialisés portés par l'ANCT

Participation à la réduction des inégalités entre les territoires

Positionnement aux côtés et en complémentarité des autres opérateurs bancaires publics



Convention de partenariat signée en novembre 2020  
Pour trois années

AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES

Convention de partenariat  
AFL-ADM-Préfecture



## Séquence 1 : Quelle santé financière pour les collectivités du département de Meurthe-et-Moselle ?



# Qu'est-ce que le baromètre de la santé financière des collectivités ?

Une étude sur la santé financière des collectivités

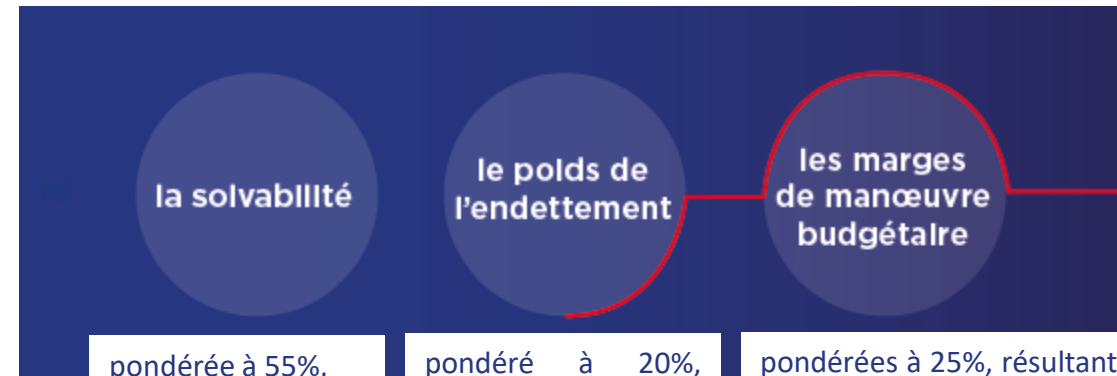
## EN S'APPUYANT SUR LE MÉCANISME DE SCORING UTILISÉ PAR L'AFL



Les ratios financiers retenus sont calculés **en consolidant les données financières** publiées par la DGFIP **sur les budgets principaux et des budgets annexes** chaque année.

Qu'est-ce que la note AFL ?

Toutes les collectivités françaises disposent d'une « note AFL » entre 1 et 7. Cette note repose sur les trois critères suivants :

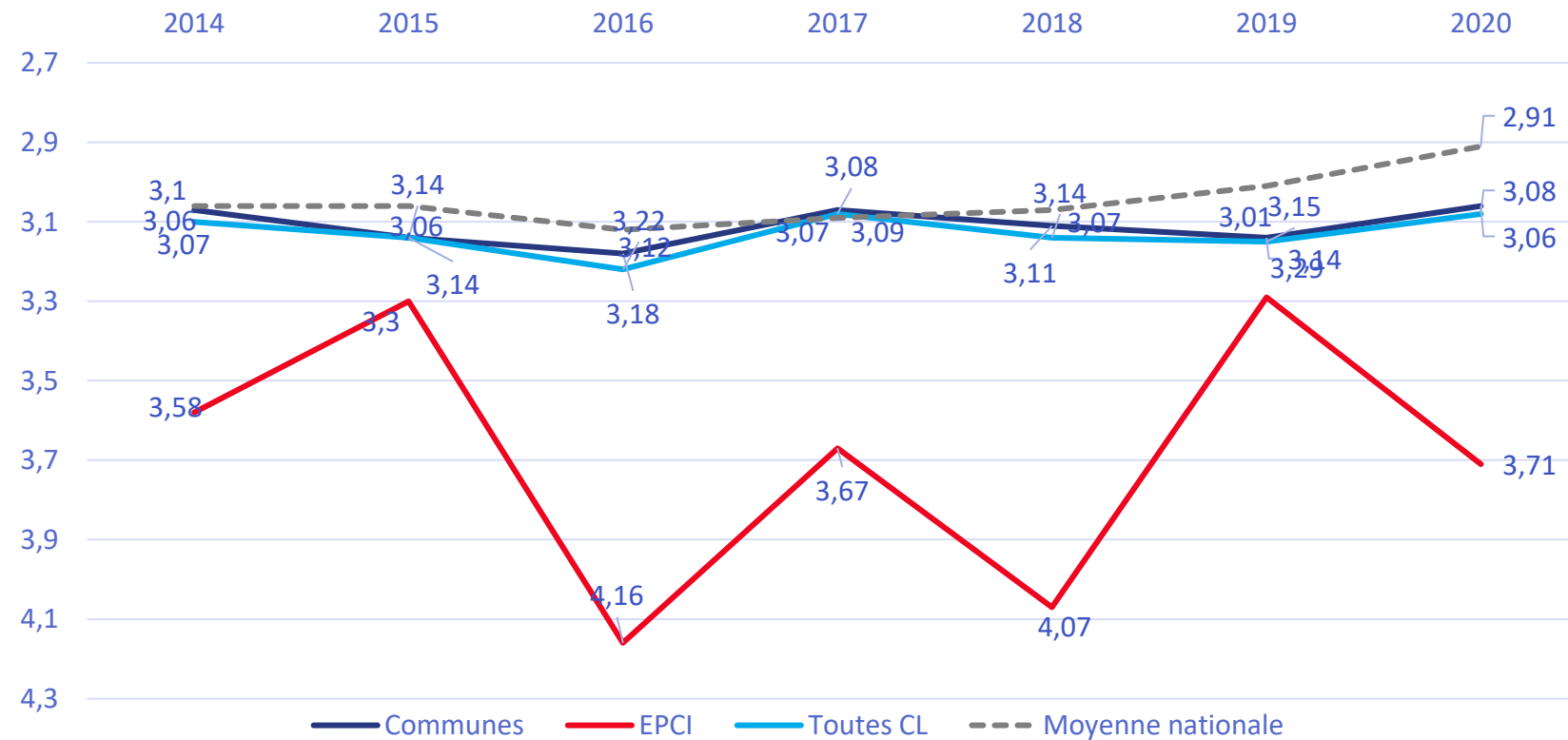


pondérée à 55%, résultant du taux de couverture du remboursement de la dette par l'épargne brute (30%) et du taux d'épargne brute (25%).

pondéré à 20%, résultant de la capacité de désendettement (10%) et du taux d'endettement (10%).

pondérées à 25%, résultant de la part des annuités de la dette dans les recettes de fonctionnement (5%), du taux d'épargne brute avec augmentation de 10% des ressources à pouvoir de taux (5%), de la capacité de désendettement avec réduction de 10% de la charge nette des investissements (10%) et du taux d'endettement après réduction de 10% de la charge nette des investissements (5%).

# Moyenne des notes financières des collectivités par année



**3,08<sub>/7</sub>**

C'est la note financière moyenne des collectivités de la Meurthe-et-Moselle en 2020.  
(vs 2,91 pour la moyenne nationale)



**3,06<sub>/7</sub>**

C'est la note financière moyenne des communes de la Meurthe-et-Moselle en 2020.



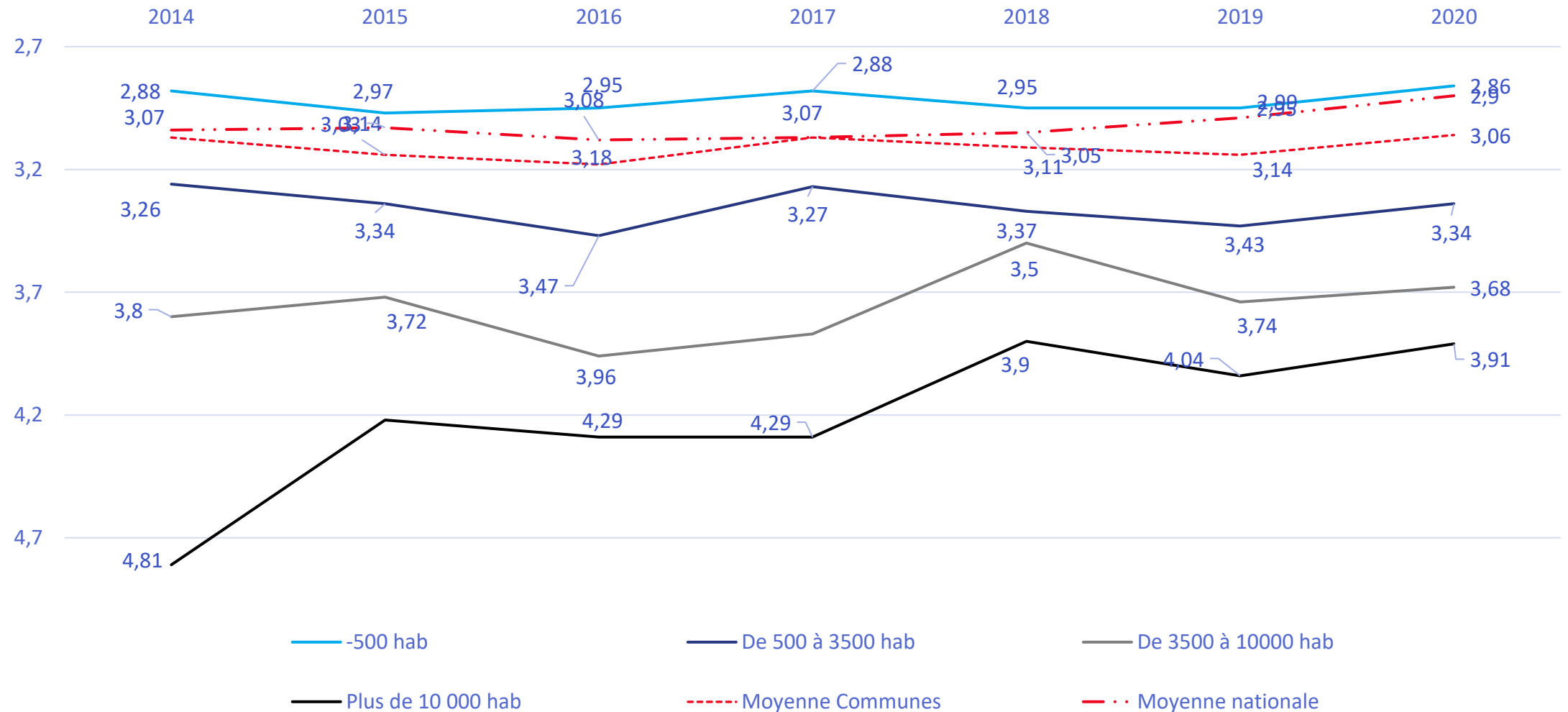
**3,71<sub>/7</sub>**

C'est la note financière moyenne des intercommunalités de la Meurthe-et-Moselle en 2020.

\*Moyenne toutes CL intégrant aussi la note du Département

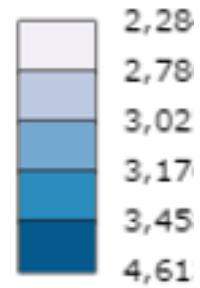
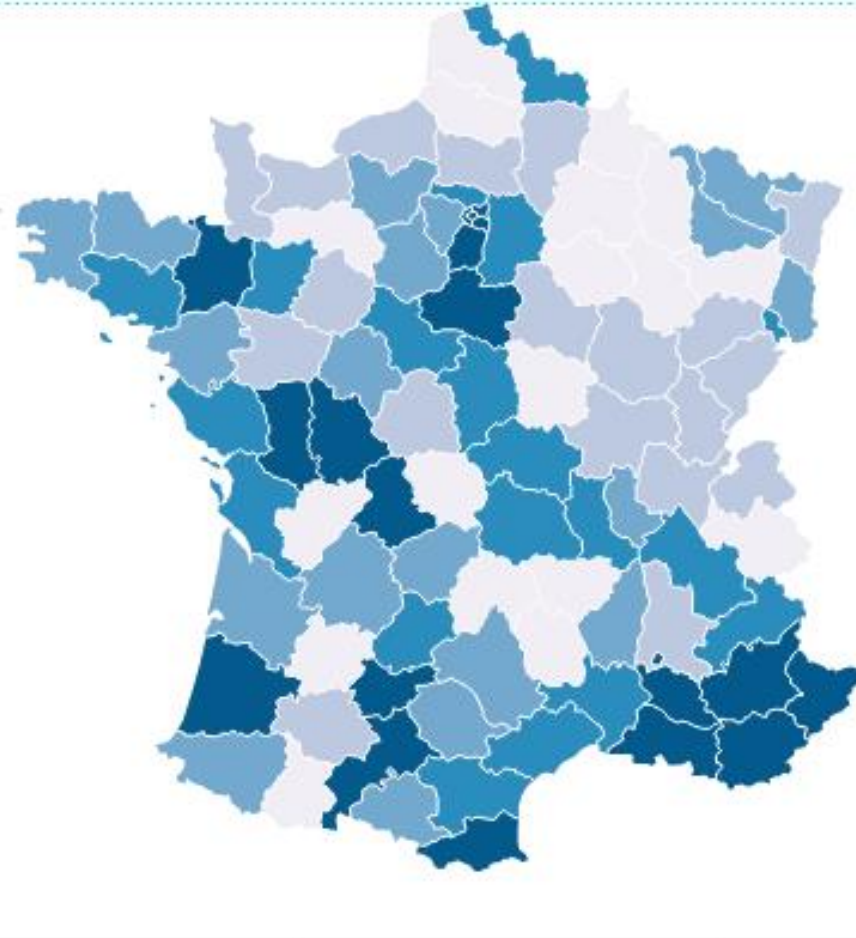
\*Moyenne EPCI intégrant CC/ CA / Métropoles / CU / EPT le cas échéant

# Moyenne des notes financières des communes par strate démographique par année

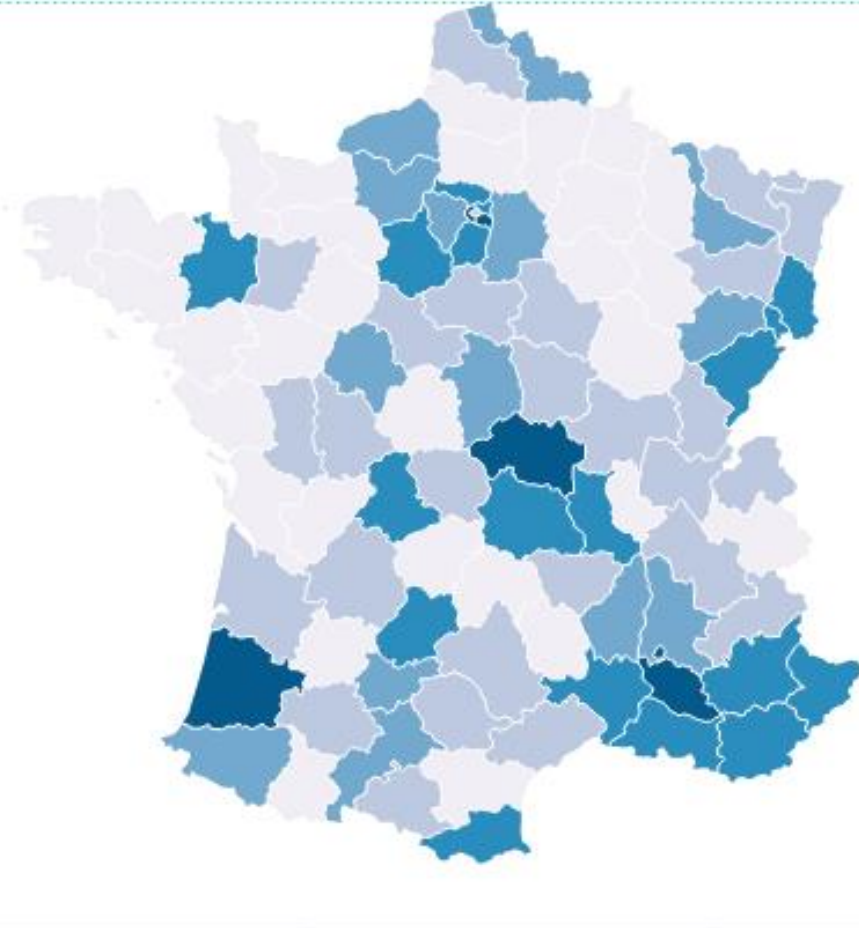


# Comparaison nationale : moyenne des notes financières des communes par département (2014-2020)

2014



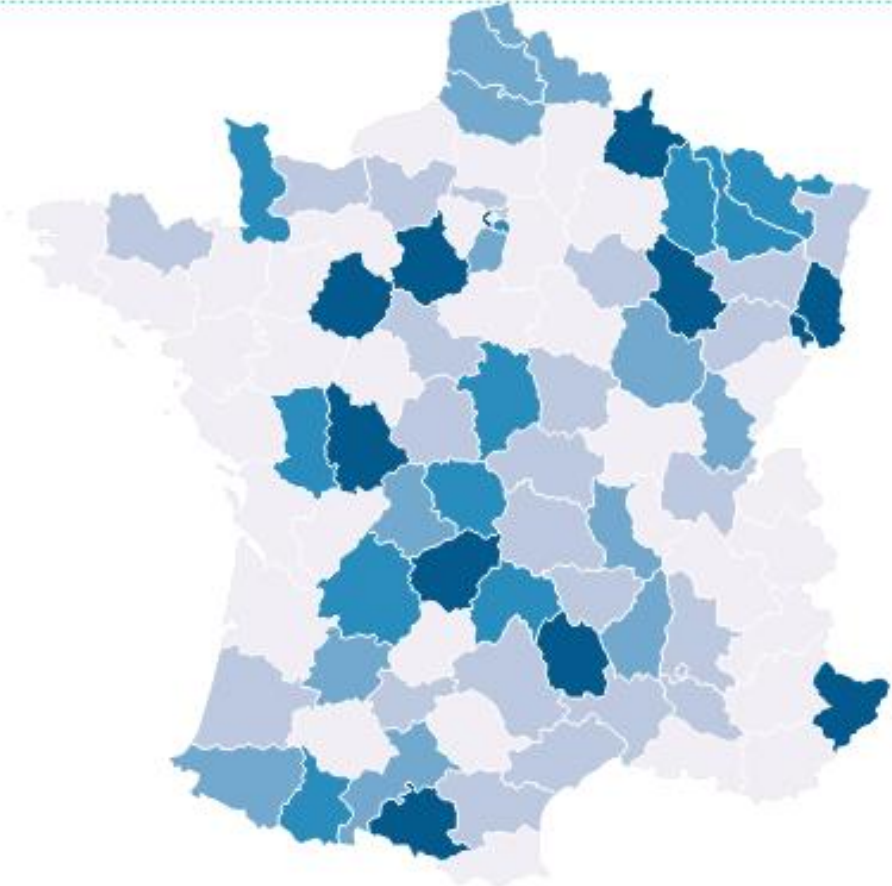
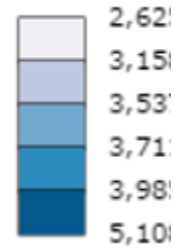
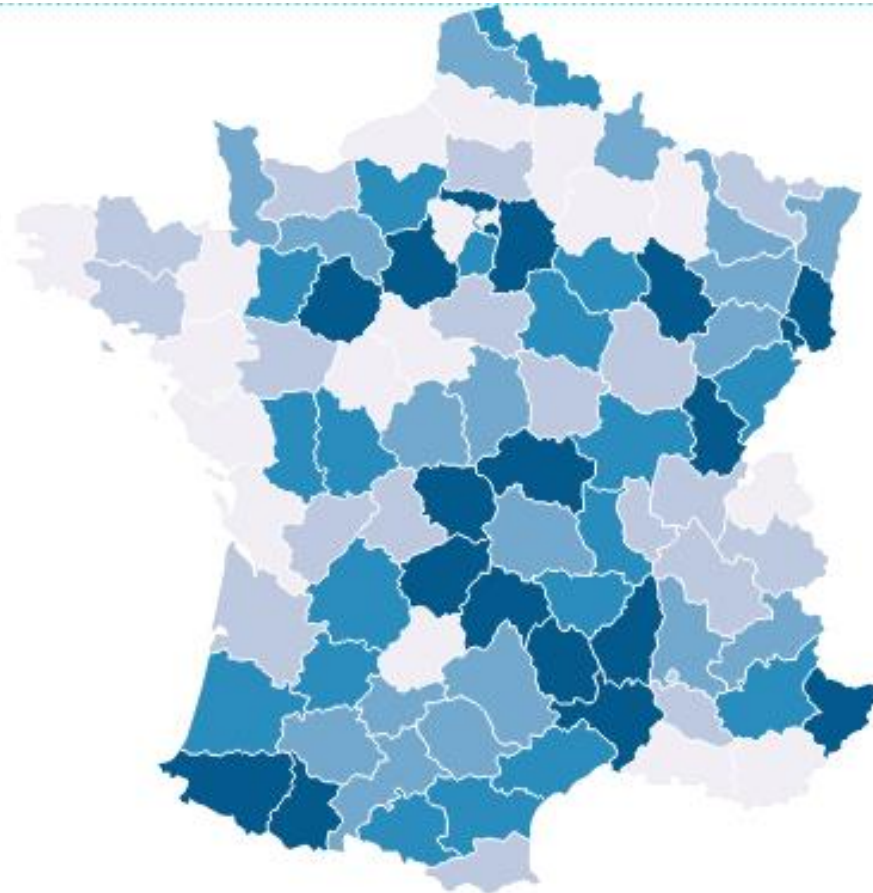
2020



# Comparaison nationale : moyenne des notes financières des intercommunalités par département (2017-2020)

2017

2020



## Séquence 2 : Quelle est votre capacité d'emprunt ?

---



# Actualité macro-économique: l'UE.

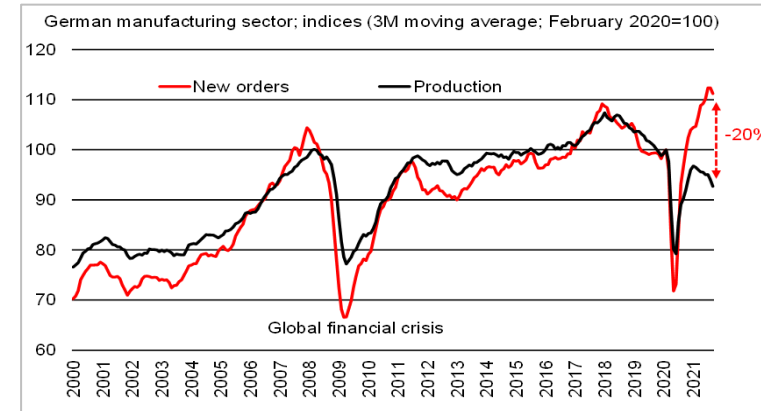
## UE: lente amélioration sur fond d'inflation.

- La CE anticipe désormais une croissance de 5,0% du PIB en 2021 contre 4,8% prévu en juillet. Elle prévoit une croissance de 4,3% en 2022 et de 2,4% en 2023 dans la zone euro. "Nos mesures visant à amortir le choc de la pandémie et à accélérer les vaccinations dans toute l'UE ont clairement contribué à ce succès", a déclaré Valdis Dombrovskis, vice-président de la CE.
  - La rapidité du redressement de la croissance et le retrait progressif des mesures de soutien des pouvoirs publics à l'économie contribueront à ramener le **déficit budgétaire agrégé de la zone euro** à 7,1% du PIB en 2021, après 7,2% en 2020, puis à 3,9% en 2022 et 2,4% en 2023. La **dette de la zone euro**, qui devrait culminer à 100% du PIB cette année, devrait ressortir à 97,9% en 2022 et 97,0% en 2023, soit une réduction plus rapide que prévu en mai.
  - Au troisième trimestre, la croissance a été de 3% en France (est. à 2.2%), de 2% en Espagne (est. à 2.9%), de 2.6% en Italie (est. à 2%) et de 1.8% en Allemagne (est. à 2.2%),
- Allemagne: risque d'érosion de la performance suite à la recrudescence des contaminations.
  - Les ordres dans l'industrie manufacturière a augmenté de 1.3% en Septembre après une chute de 8.8% le mois précédent(voir graphe ci-contre). Ce redressement, auquel le secteur automobile a fortement contribué (+9.6% mom après un -12.6% mom in Août), ne veut pas dire que les problèmes d'approvisionnements ont disparu ou sont moins forts que précédemment.
- France: retour vers la trajectoire 2019.
  - « L'économie française sera revenue aux niveaux d'avant la crise ce mois-ci ». Le Maire avait précédemment prédit un retour aux niveaux d'avant-crise à la fin de cette année au plus tôt. « Cela signifie que la France va dans la bonne direction », a-t-il dit, soulignant que «3% de croissance en un trimestre c'est du jamais vu depuis plus de cinquante ans». Le Maire maintient un objectif de croissance de 6,25 % pour 2021.
    - Selon le rapport de l'Insee, l'économie française augmenterait de 6,6% en 2021 même avec une croissance nulle au dernier trimestre.
  - Les **prix à la consommation en France ont augmenté de +2,6%** sur un an en octobre, après une progression de 2,2% en septembre, "Cette hausse de l'inflation résulte d'une accélération des prix de l'énergie", qui ont bondi de 20,2% sur un an en octobre, et des services, qui ont progressé de 1,8% le mois dernier.

### La BCE : l'inflation toujours au centre des débats sans toutefois être préoccupante

- Christine Lagarde a souligné qu'une grande partie des débats avait tourné autour de l'**inflation** : "Nous nous sommes beaucoup interrogés mais avons conclu que le renforcement de l'inflation était temporaire". Elle a toutefois prévenu que l'inflation en zone euro, qui a atteint 3,4% sur un an en septembre, devrait encore accélérer dans les mois qui viennent avant de progressivement décliner l'année prochaine.
- A moyen terme, la BCE anticipe toujours une inflation inférieure à son objectif de 2%.

=> Aucune déviation dans la politique de la Banque Centrale.



# Les marchés financiers en Europe: Focus sur le EU Tracker

Les rendements se tassent suite au discours et aux mesures accommodantes de la BCE:

- ✓ Les références à 10 ans des obligations souveraines allemandes et françaises voient leurs rendements sous pression haussière suite à la forte montée transitoire de l'inflation : -0,286%(-17,6bps) pour le Bund et +0,064%(-16,6bps) pour l'OAT.
  - Le spread transatlantique se reprend à 186bps (+12).
  - Après un plus haut au-dessus de 200 bps à fin mars.

Sur les SSA: Flux secondaires assez limités contre un primaire assez actif.

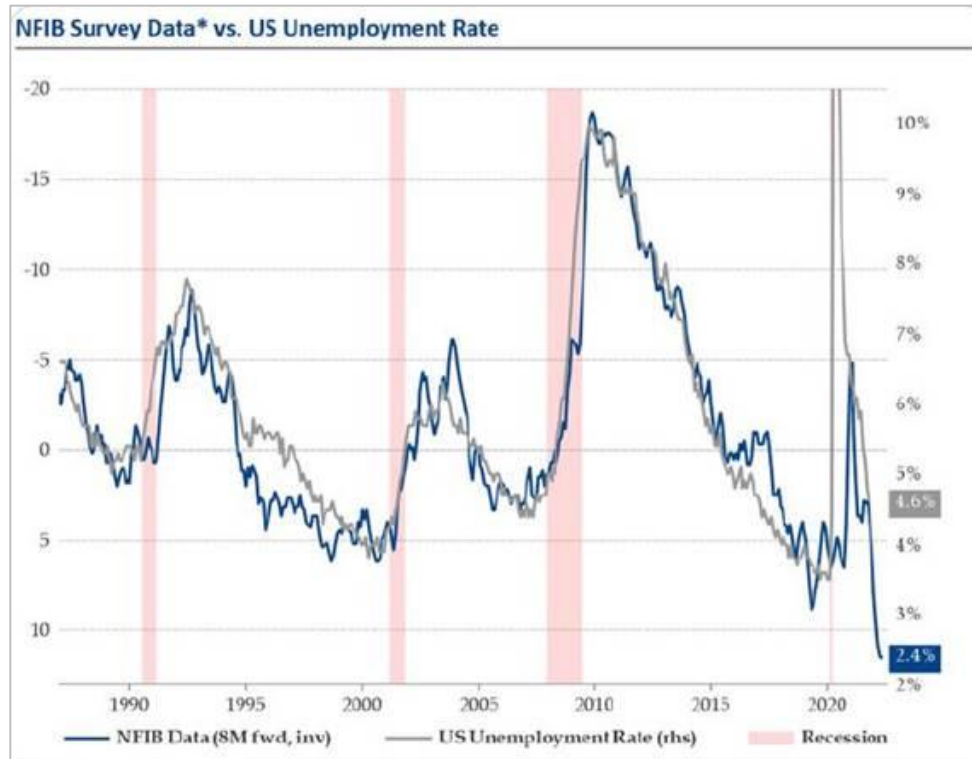
- ✓ Les investisseurs RSE sont à la fête: rien que cette semaine 7 émissions « vertes » ou « sociales » sont sorties pour BNG, Société du Gand Paris, ICO (Espagne) et la Communauté Autonome de Madrid entre autres.
- ✓ Toutes se sont placées aisément et traitent légèrement plus serrées que le secondaire standard.

Point sur le programme d'achat de la BCE: pas de fléchissement dans sa présence sur les marchés.

ECB tracker					
Asset Purchase Programme (APP)					
	ABSPP	CBPP3	CSPP	PSPP	APP
Sep-21	26,013	296,590	296,403	2,449,278	3,068,284
Oct-21	27,671	297,598	301,885	2,464,316	3,091,470
Δ	+1,658	+1,008	+5,481	+15,038	+23,185



# Evolution T4 2021: vers une claire déconnexion des cycles US et EU ?



Le débat sur l'accroissement du gap, en terme de cycle économique, entre les US et l'Europe devrait se matérialiser incessamment au vu des facteurs suivants:

- ✓ « La Fed devrait "adopter une direction plus restrictive" lors de ses prochaines réunions afin de se préparer au scénario d'une inflation durable » a déclaré James Bullard. Cette déclaration est symptomatique de l'état d'esprit d'une partie du FOMC.
  - ✓ "Si l'inflation devait ralentir, nous sommes bien préparés pour cela. Si l'inflation ne ralentit pas aussi rapidement comme beaucoup le prévoient actuellement, il appartiendra au FOMC de maintenir l'inflation sous contrôle ».
  - ✓ Il a réitéré le souhait d'un relèvement au moins par 2 fois des taux en 2022.
  - ✓ Il préconise une réduction de 30 milliards par mois des achats d'actifs contre une réduction de 15 milliards actuellement, et l'arrêt du QE en mars plutôt qu'en juin.
  - ✓ La Fed pourrait aussi réduire la taille de son bilan en ne réinvestissant pas le cash obtenu suite à l'arrivée à maturité des titres en plus de l'arrêt du programme d'achats d'actifs.
- ⇒ Soit une vision plus proactive de la politique de la Fed à l'opposé du discours toujours très accommodant de la BCE.
- ✓ Le cycle économique semble bien plus avancé qu'en Europe.
  - ✓ Si nous comparons les données économiques européennes avec le « US. Citi economic surprise index », l'écart entre les US et l'Eurozone est au plus large depuis un an.
  - ✓ Le NFIB(National Federation of Independant Business) report (graphe de gauche) nous montre une autre image du marché du travail aux US. Il semble bien plus fort que les statistiques nationales (4,6%).
    - ✓ Il est souvent précurseur et nous exprime la difficulté de recrutement actuelle par les PME.
- ⇒ Ces facteurs couplés à l'inflation provoqueront des hausses de salaires plus importantes au US qu'en Europe.
- ⇒ Ils confirment un redressement bien plus spectaculaire du marché du travail outre atlantique
- ⇒ donc un appétit de consommation, **facteur-clef pour le soutien** d'une croissance à moyen terme.

# Exemple de fiche-notation de l'AFL



## FICHE DE NOTATION

Nom :

Siren :

Population (hab.) : 105 184

Périmètre de notation : 1BP + 4BA

Source : Comptes de gestion

Millésime : 2019

### NOTATION QUANTITATIVE CONSOLIDÉE

	Valeurs	Score
<b>Solvabilité</b>		
Épargne brute / Remboursement structurel du capital*	1,38	5,49
Épargne brute / Remboursement structurel du capital**	4,13	1,00
Taux d'épargne brute*	2,59%	7,00
Taux d'épargne brute**	4,68%	7,00
<b>Endettement</b>		
Capacité de désendettement (en années)*	25,58	7,00
Capacité de désendettement (en années)**	10,28	4,08
Taux d'endettement*	66,23%	2,81
Taux d'endettement**	48,11%	1,91
<b>Marges de manoeuvre budgétaires</b>		
Annuité de dette / Recettes réelles de fonctionnement*	2,81%	1,00
Taux d'épargne brute avec +10% des ressources à pouvoir de taux*	5,39%	6,88
Capacité de désendettement avec +10% de charge nette des investissements**	9,90	3,97
Taux d'endettement avec +10% de la charge nette des investissements**	46,36%	1,82

\* : Dernière année

\*\* : Moyenne 5 ans

4,68

### AGREGATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En K EUR	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs	Valeurs
	2019	2018	2017	2016	2015
Recettes réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	103 024	101 817	94 344	102 725	81 076
dont Ressources fiscales à pouvoir de taux	28 888	27 834	26 878	31 139	30 692
Dépenses réelles de fonctionnement (hors opérations exceptionnelles)	100 356	95 945	90 140	100 055	73 882
dont Frais financiers	963	1 031	724	550	456
Épargne brute	2 667	5 871	4 204	2 670	7 193
Remboursement structurel de la dette	1 936	1 132	862	850	690
Annuité de dette	2 899	2 163	1 586	1 401	1 146
Charge nette des investissements	13 115	17 599	23 634	22 884	7 307
Encours de dette au 31/12/n	68 236	62 114	50 647	32 147	19 202
Recettes d'emprunts (16)	8 057	12 000	19 362	16 094	5 954

Le présent document, qui a été établi sur la base de données publiques et du dispositif de notation interne de l'Agence France Locala, est communiqué à titre d'information uniquement. Il ne saurait en aucun cas engager le Groupe Agence France Locala ou lui être opposable, que ce soit dans le cadre du processus d'adhésion à ce dernier ou d'octroi de crédit par l'Agence France Locala.

## Séquence 3 : La finance responsable au profit des collectivités !



# Contexte de l'étude et méthodologie

---

- Etude Générale sur le financement de la Transition Ecologique par les collectivités locales, conduite par des élèves administrateurs de l'Inet en partenariat avec l'AFL.
- Déclinaison de cette étude auprès des Petites Villes, afin d'identifier les singularités de la strate 2 500 - 25 000 habitants, dans le cadre du Partenariat entre l'AFL et l'APVF.
- Méthodologie privilégiée pour bâtir cette étude :
  - Entretiens qualitatifs auprès de maires et adjoints de Petites Villes membre de l'APVF,
  - Etude quantitative auprès des membres de l'APVF (587 réponses),
  - Croisement des données récoltées avec celles obtenues par les élèves administrateurs de l'Inet dans le cadre de l'Etude Générale.

# Constat et Perceptions de la Transition Ecologique dans les Petites Villes

---

- Les acteurs locaux revendiquent la pertinence et le rôle du bloc communal pour mener cette transition,
- La Transition Ecologique est une thématique encore essentiellement portée par les Elus,
- Le mandat 2020 – 2026 semble marquer un tournant dans la mise en œuvre formelle de la transition écologique,
- La priorité des Petites Villes est l'efficacité thermique des bâtiments,
- La part des budgets allouée à la transition écologique paraît corrélée à la population municipale


# Constat et Perceptions de la Transition Ecologique dans les Petites Villes

---

## Les freins au financement de la transition écologique :




### Financiers



La transition écologique est souvent qualifiée d'onéreuse, par les matériaux utilisés, les techniques employées, les expertises nouvelles à mobiliser...




### Humains



L'ingénierie disponible en interne n'est souvent pas suffisante pour répondre aux enjeux colossaux que nécessitent la Transition écologique.



### Multitude de Dispositifs et d'Acteurs

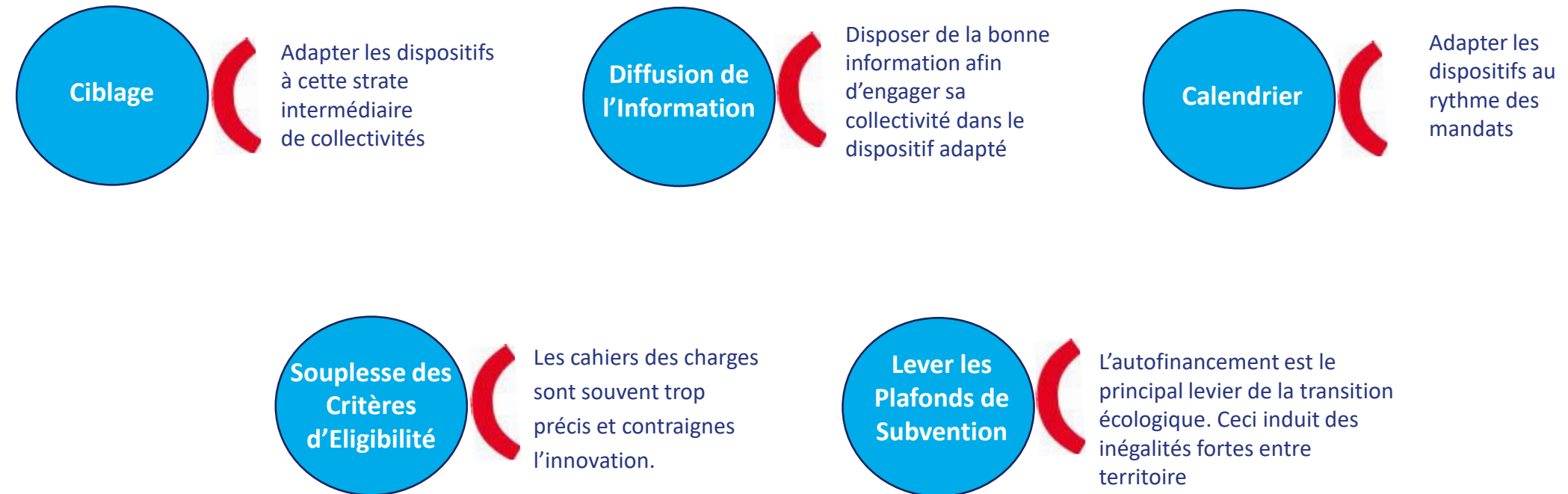


Les Petites Villes évoquent très souvent un risque d'éparpillement dans le processus de veille et de recherche de financements adaptés.

# Comment réussir le financement de la Transition écologique

---

## Les enjeux du financement de la Transition Ecologique des petites villes :



# Comment réussir le financement de la Transition écologique

---

## Les Leviers du financement de la Transition Ecologique :

**Créer un Guichet Unique**

Centraliser l'information relative au financement

**Formation des Agents Territoriaux**

La démarche est encore trop souvent portée par les élus

**Mutualisation**

Adapter les dispositifs au rythme des mandats

**Un Volet TE dans tous les projets**

S'astreindre à intégrer dans chaque projet une part relative à la transition écologique


**Territorialiser les fonds de la TE**

Créer une dotation verte à l'échelle départementale pour soutenir les projets locaux en faveur de l'environnement

**Territorialiser davantage les opérateurs de l'Etat**

Ceci renforcera l'ingénierie externe des collectivités qui en ont le plus besoin





Merci pour votre  
attention !

Pour toute demande :  
[adhesion@afl-banque.fr](mailto:adhesion@afl-banque.fr)

[philippe.rogier@afl-banque.fr](mailto:philippe.rogier@afl-banque.fr)  
06 30 55 50 62

